

Les langues dans la ville de Nouméa : sociolinguistique urbaine et interdisciplinarité

Pour une recherche à visée sociale en contexte postcolonial

Résumé :

Cette contribution collective en hommage à Thierry Bulot présente quelques résultats d'un programme de recherche sociolinguistique intitulé Les langues dans la ville. Pratiques plurilingues et artistiques à Nouméa, programme financé par la DGLFLF et le CNEP. L'article souhaite montrer que Nouméa - ville créée par et pour la colonisation - devient peu à peu une ville « océanienne ». Une synthèse des analyses sociolinguistiques et glottopolitiques souligne qu'en contexte urbain les langues (kanak, océaniques, et autres langues de la Région Asie-Pacifique) résistent difficilement à l'hégémonie du français. Une ouverture du champ de recherche et d'investigation à l'ethnomusicologie (notamment) permet de souligner comment – dans ce contexte politique encore sensible - les pratiques artistiques valorisant les plurilinguismes et les identités océaniques résistent aux normes dominantes et sont essentielles au « vivre ensemble ».

Abstract:

This collective tribute to Thierry Bulot presents key findings of a sociolinguistic research programme entitled « Les langues dans la ville : pratiques plurilingues et artistiques à Nouméa » (Languages in the city : plurilingual and artistic practices in Noumea) a DGLFLF- and CNEP-funded programme. This article shows that Nouméa, a city created for and by colonization, is gradually turns into an « Oceanian » city. A synthesis of the sociolinguistic and glottopolitical analyses highlights that in a urban environment, local languages (kanak, oceanian and other languages of the Asia Pacific region find it very difficult to resist the hegemony of french. We opened up research and investigation and extended it to ethnomusicology, in particular. it enables us to emphasize the role of artistic practices in a still sensitive political context : when the place value on plurilingualism and oceanic identities that resist the dominant norms, they are conducive to « living together ».

(...) il serait simpliste de penser que les discours sont la mise en mots seconde d'une réalité extérieure : la ville est une « matrice discursive », elle produit des discours et des représentations qui finissent par constituer le réel social que l'on habite. On comprend alors l'importance de penser conjointement une écologie des villes et une écologie des langues, les questions de durabilité, de diversité, de solidarité, de participation, de mixité se posent également du point de vue linguistique, avec la même urgence, avec la même gravité, imposant au sociolinguiste d'être aussi un intellectuel engagé, « une ressource sociale ». (Bulot, 2008)

L'histoire coloniale en Nouvelle-Calédonie a séparé les hommes et les espaces. Les traces en sont encore visibles dans l'organisation géographique et spatiale du pays. Or la ville est potentiellement un lieu de brassage qui réunit toutes les populations du pays et, à ce titre, elle mérite une attention particulière. Elle a été construite sur les schémas français et coloniaux. Aujourd'hui encore,

la ville est pensée, planifiée et gérée avec des normes qui sont exogènes, la présence kanak mais aussi océanienne interroge la pertinence de ces normes et leur universalité (Pestaña & al., 2014).

Les géographes ne sont pas les premiers à souligner le décalage entre une ville de plus en plus « océanienne » dans sa composition sociale et démographique et encore peu océanienne dans ses paysages et (dans) sa conception. D'une manière générale, la recherche sur ces thématiques mériterait d'être développée en Nouvelle-Calédonie (plus loin NC). Notre programme de recherche interdisciplinaire *Les langues dans la ville*¹ (Colombel & al., 2016) qui visait à interroger les usages et

1 Le titre du programme « Les langues dans la ville », ainsi que celui du documentaire et de la conférence de valorisation (conférence disponible au

les espaces (géographiques et symboliques) occupés par les langues océaniques à Nouméa et dans le Grand Nouméa participe modestement de ce chantier et réflexion collectifs.

Les travaux sociolinguistiques en Nouvelle-Calédonie sont à la croisée de travaux de sociolinguistique urbaine et de la sociolinguistique de la périphérie avec pour caractère commun les dynamiques de contacts entre langues de statuts sociaux hiérarchisés. Sophie Barnèche (2004) a montré des dynamiques de normalisation et de revitalisation dans un quartier populaire de Nouméa. Dix ans plus tard (2014-2016), nous sommes partie-s de sa conclusion pour élargir la réflexion à la principale zone urbanisée de Nouvelle-Calédonie. Par ailleurs, nous avons souhaité élargir l'horizon de recherche en associant la sociolinguistique urbaine à l'anthropologie sociale et culturelle et à l'ethnomusicologie, mais aussi à la sémiologie.

Nous souhaiterions dans cette contribution en hommage à Thierry Bulot, montrer que Nouméa « la blanche » devient peu à peu – non sans résistances - une ville « océanique ». Dans un deuxième temps, nous présenterons une synthèse d'analyses sociolinguistiques et glottopolitiques pour souligner qu'en contexte urbain les langues (kanak, océaniques, et autres langues de la Région Asie-Pacifique) résistent difficilement à l'hégémonie du français. Dans un troisième temps, nous montrerons en quoi et comment les pratiques artistiques valorisant les plurilinguismes et les identités océaniques résistent aux normes dominantes et sont essentielles au vivre ensemble. Enfin, nous évoquerons - en guise de conclusion - les prolongements possibles du programme sus-cité dans le sens d'une recherche *sociale* plus explicitement *prioritaire* (Bulot).

lien suivant : https://www.youtube.com/watch?v=bAx_FmrCp-o) est en référence à plusieurs travaux dont un article ancien et précurseur de Thierry Bulot : « Langues en ville : une signalisation sociale des territoires » (Bulot, 1998).

1. Nouméa « la blanche »², ville océanienne ?

Par son histoire, sa situation géographique et son économie (passée et actuelle), la Nouvelle-Calédonie a vu se rencontrer, tout au long des XIX^e, XX^e et XXI^e siècles, des communautés issues d'origines diverses, qui forment aujourd'hui sa population actuelle : des mobilités externes, de pays voisins (du Vanuatu, de Wallis et Futuna, de Polynésie, etc.), parfois de pays plus éloignés (du Japon, du Vietnam, ou d'Indonésie, etc.). Des hommes et des familles venus pour travailler principalement dans les exploitations et les usines minières, mais aussi dans les exploitations agricoles et les commerces. Ces mobilités de populations composent aujourd'hui une population calédonienne pluriethnique, multiculturelle et multi/plurilingue dont les 2/3 (66%) résident sur Nouméa-Grand Nouméa (ISEE, 2014), qui s'est composée non seulement à partir de ces mobilités externes, mais aussi de mobilités internes de Kanak des aires et des îles voisines.

À côté des aspects démographiques et fonciers, la présence kanak ou « océanienne » peut également s'apprécier au regard de la façon de dénommer les lieux à savoir les toponymes (noms de lieux) et les odonymes (noms de rues). C'est ce qu'ont souligné les géographes :

Dans la commune de Nouméa, les toponymes kanak sont relativement peu nombreux et localisés essentiellement aux extrémités de la presqu'île (Ouémo, Kaméré, Kuendu...). Ils sont beaucoup plus nombreux à Dumbéa, et surtout à Païta. Le nombre de noms de rue kanak (odonymes) s'avère par contre très réduit partout : ce constat est connu des habitants, mais n'a jamais été quantifié ni spatialisé. (...) On pourrait penser que cette très faible présence kanak dans les noms de rue est liée à la période d'urbanisation, mais il n'en est rien. Les quartiers les plus récents, tel que Dumbéa-sur-Mer ou Jacarandas, ne

2 « L'abolition, après la Seconde Guerre mondiale, du régime de l'indigénat marque le début d'une première période de migrations volontaires vers la ville de Nouméa. Avant cette date, les Kanak étaient officiellement considérés comme des « étrangers immigrants » dans la capitale coloniale et seuls ceux autorisés à y travailler (...) pouvaient prétendre à y résider. Nouméa, ville créée par et pour la colonisation, fut donc, pendant près d'un siècle, un véritable pré carré européen (...). » (Hamelin, 2000 : 339).

montrent pas plus de noms kanak que les parties urbanisées à l'époque coloniale ou au cours des années 1950-1960. (Pestaña et al., 2014).

Dans le cadre du programme *Les langues dans la ville*, nous avons observé cette même invisibilité des langues kanak/océaniques.

Si l'Accord de Nouméa (1998), dans son alinéa 1.3.1, stipule que « les noms kanak des lieux seront recensés et rétablis », la réhabilitation de la toponymie est effective en Provinces nord et sud, mais ne s'affiche pas au niveau de la toponymie urbaine, comme l'illustrent ces quelques clichés pris dans les rues de Nouméa :



Photographies de rues nouméennes (LLDV, 2014-2016).

Pourtant, derrière les noms de quartiers ci-dessous, il y a une langue kanak - le drubea :

Ouémo est une transcription francisée de *Wemo* et signifie le « lieu des serpents » ; Tindu provient de *Tôôdruu* et se réfère à ce qui se situe « au-dessus des îlots » ; Logicoop en *drubea* est *Nekoodüü* transcrit autrefois *Necodo* : situé en bordure de la

mangrove, il désigne le « champ de palétuviers » ; Numbo vient de *Nebü* et signifie « dans les gaïacs » ; Ouen Toro du drubea *Wâ Toro* désigne la « fleur de bois de fer » ; (Anse) Vata du drubea *Vaa Taa* désigne « les récifs ».

Nommer un lieu, un espace, un endroit, n'est pas un acte anodin. Derrière ces toponymes, il y a aussi une fonction et une histoire de ces espaces (et des mémoires collectives qui la retracent de génération en génération) qui nous rappellent que ces lieux ne sont pas qu'une portion de territoire... mais qu'ils ont avant tout été, par le passé, des espaces de relation entre groupes et des espaces où se jouaient des échanges sociaux. Si la toponymie d'usage en langue drubea a complètement été supplantée par la toponymie de décision en français par l'administration coloniale, ce programme ouvre donc aussi des pistes de recherche futures sur ce que l'étymologie de la toponymie urbaine pourrait nous apprendre, et qui pourrait aboutir à une toponymie de décision concertée et réfléchie, pour dévoiler ce qui se cache derrière les noms de rue, de quartiers ou d'espaces de Nouméa et du Grand Nouméa.

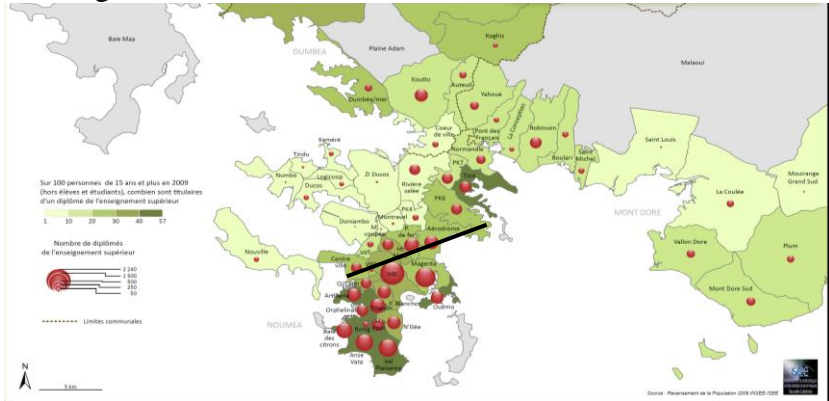
Nouméa est une presqu'île, découpée en 8 secteurs et 37 quartiers, dont le grand Nouméa, à l'extérieur de la ville, à l'intérieur des terres, compose son agglomération, et où la tension et les clivages sociaux sont palpables, notamment au regard du déni des langues dans la ville et de l'organisation territoriale :

Le fonctionnement en agglomération ne doit pas occulter les contrastes urbains et sociaux notamment à Nouméa. C'est sans doute à partir des années 60 que sur la presqu'île commence à se cristalliser progressivement la césure entre les quartiers Sud, globalement plus aisés et des quartiers nord plus mixtes et plus modestes. Cette « diagonale de Nouméa » court de la vallée-du-tir au quartier de l'aérodrome de Magenta, mais il est aussi possible, selon les interprétations, de la faire passer un peu plus au sud, du centre ville à Magenta (Pestaña, 2012, p. 218).

Les géographes soulignent

que la ségrégation socio-spatiale de Nouméa paraît communément admise, voire intégrée par les résidents eux-mêmes. Cela se constate empiriquement et les rares données disponibles le confirment très largement. (Pestaña et *al.*, 2016, p. 380).

Si l'on prend comme indicateur le nombre de diplômés, on obtient la carte suivante qui est une illustration parmi d'autres de « la diagonale de Nouméa » :



Carte n° 1 : Une illustration de la « diagonale de Nouméa » (Collectif LLDV)/(à partir de la Source : Atlas du Grand Nouméa, ISEE, 2011)

La thèse de Barnèche en sociolinguistique urbaine (2004) éclaire non seulement le lien entre ancrage urbain, représentations sociolinguistiques et processus identitaires mais aussi le découpage socio-ethno-spatial. Son étude des pratiques langagières de jeunes océaniens urbains du quartier de Rivière Salée et de leurs attitudes concernant ces pratiques révèle en effet l'existence d'un lien manifeste entre langage, identité et espace urbain. Ainsi, l'analyse des discours tenus par ces jeunes montre qu'à une individuation linguistique porteuse d'identité, est presque automatiquement associé un découpage territorial.

S. Barnèche a choisi de placer ce découpage au centre de son analyse, d'abord parce qu'il était de loin le plus saillant dans les discours, ensuite en ce qu'il offre un éclairage intéressant sur une question centrale et trop peu étudiée : l'intégration des Océaniens à la ville et les processus de construction identitaire

résultant du contact des cultures et du rapport au contexte urbain et à la société. Ce qui est donc au cœur de ce découpage dans les imaginaires spatio-socio-langagiers des jeunes Océaniens, c'est le rapport à l'intégration économique à la ville. Davantage que la relégation résidentielle, c'est le sentiment d'exclusion de la vie économique (ou du moins l'accès difficile à celle-ci) qui alimente leurs représentations et se place au centre de leurs processus de construction identitaire.

2. Analyses sociolinguistiques et glottopolitiques dans une configuration conflictuelle des langues

Les enquêtes en sociolinguistique urbaine sur le terrain nouméen (Barnèche, Fillol, Colombel), ont montré que les jeunes océaniens urbains construisent des représentations ambivalentes de leurs langues et de leurs pratiques langagières. D'une part, ils tendent au dénigrement et à la dévalorisation de leur(s) langue(s) d'origine en les reléguant à des fonctions identitaires et/ou d'expression culturelle, alors que le français est décrit et perçu comme la langue de l'intégration sociale, tout en restant la langue de « l'autre », ne pouvant véhiculer de culture océanienne. D'autre, part, au-delà de ce double stéréotypage (Colombel, 2012), les enquêtes du projet *Les langues dans la ville* montrent que ces dynamiques ambivalentes sont alimentées (et entretenues) par des processus analogues à chacune des instances de socialisation. Ainsi, les discours dénigrant les pratiques langagières des jeunes océaniens urbains (tant dans leur(s) langues d'origine qu'en français) produisent une forme de malveillance linguistique alimentant l'insécurité linguistique et le sentiment d'illégitimité (linguistique et culturelle) en-dehors des groupes de pairs.

	LO	français (académique)
Colonisation	Interdiction	Imposition, assimilation
Domination linguistique ou hégémonie	Dévitilisation	Rejet du français normé et émergence de français identitaires

Malveillance linguistique	Illégitimité, dénigrement, assignation	Stigmatisation, dévalorisation assignation
---------------------------	--	--

Schéma n°1 : Malveillance linguistique à tous les étages

(Fillol & Colombel dans Colombel & al., 2016 : 102)

En interdisant l'usage des langues océaniques dans les espaces publics (tant à l'oral qu'à l'écrit), l'Administration coloniale tendait dans un premier temps à imposer le français comme seule langue en NC. Plus tardivement, ces dispositions légales (accompagnées par la généralisation de la scolarisation des Kanak) devaient permettre l'assimilation des populations, alors indigènes, à la société coloniale naissante. L'hégémonie linguistique du français ainsi construite a pour incidence majeure la forte dévitalisation des langues océaniques, et singulièrement des langues kanak³. Les Océaniques, particulièrement en milieu urbain, ont intégré les schèmes représentationnels dominants, aboutissant à des politiques linguistiques familiales et évinçant leur(s) langue(s) d'origine.

Dans le contexte diglossique néo-calédonien, les langues dominées (océaniques) ne peuvent plus occuper les espaces fonctionnels des « *we-codes* » tant le processus de dévitalisation est avancé. C'est ainsi que l'émergence d'usages identitaires du français s'enclasse dans la complexité de la dynamique diglossique. Les pratiques langagières des jeunes urbains sont alors à dominante francophone mais clairement, et parfois sciemment, mélangées et hybridées (essentiellement avec des lexies sédimentées et quelques tournures syntaxiques) donnant naissance à ce que les jeunes urbains nomment *français kaya*, *français débarrassé*...

Ces pratiques langagières, qui endossent différentes fonctions (cryptique, identitaire ...) font cependant l'objet d'évaluations sévères au niveau de chacune des instances de socialisation. Ces représentations extrêmement négatives sur « les façons de parler » des jeunes gens sont une forme de *malveillance linguistique* en ce qu'elles enferment les locuteurs dans des

3 En effet, à l'heure actuelle, selon l'UNESCO, 16 des 28 langues kanak sont en danger (<http://www.unesco.org/languages-atlas/index.php?hl=fr&page=atlasmap>).

catégories excluantes (« il ne sait pas », « il ne peut pas », « c'est pas un vrai Kanak » ...). Les enquêtes dans la grande zone urbaine de Nouméa font apparaître des rapports de force entre les langues en présence qu'aucune enquête précédente n'avait démontrés / révélés. En effet, comme de nombreuses zones urbaines dans le monde, Nouméa attire des flux migratoires internes mais aussi externes. Ainsi de nouvelles dynamiques diglossiques s'enrichissent dans les relations pluridiglossiques entre *langues de France calédoniennes*. La présence d'autres langues de France régionales, comme le wallisien, le futunien ou les langues de Polynésie Française, ainsi que d'autres langues issues de différentes migrations, modifient les tensions habituellement décrites.

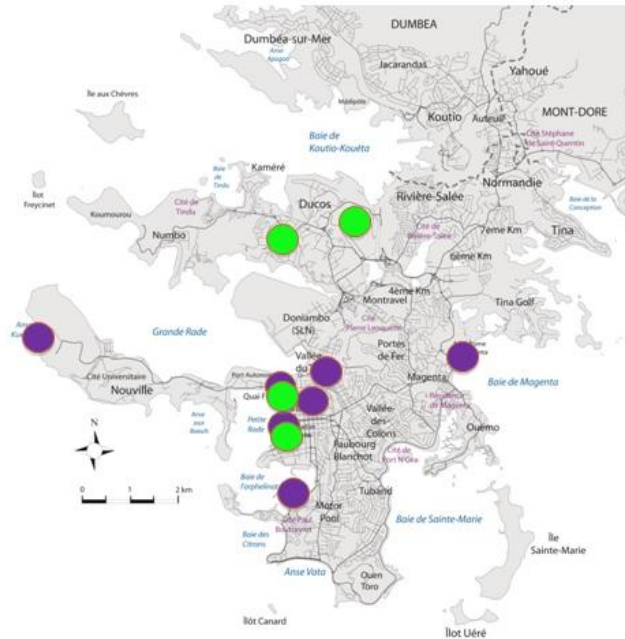
3. Les voix de la ville : où sont les langues et les cultures océaniques ?

Ce programme de recherche interdisciplinaire porte principalement sur l'analyse du/des plurilinguisme(s) urbain(s) pour comprendre les dynamiques sociales, à partir d'observables - ressources tels que la toponymie et l'affichage urbain ; les échanges sur les réseaux sociaux et autres médias ; et les expressions artistiques : tags, graffitis, fresques, slam, hip-hop, musique, etc. Celles-ci se présentent comme l'une des voies de revendications souvent invoquées en milieu urbain pour se différencier ou au contraire se rassembler, et contribuent ainsi à éclairer les phénomènes d'ancrages dans les espaces publics urbains : comment se rencontrent les langues à Nouméa et comment entrent-elles en contact ? Dans quel(s) espaces sont-elles reconnues, valorisées, audibles, visibles ? Comment les locuteurs les utilisent ? Comment les langues océaniques sont-elles mises en mots, en musiques et en images ? Quelle(s) sont les (différentes) stratégies créatives ? Quelles sont les expressions artistiques qui accompagnent les (nouveaux) modèles d'organisation et d'articulation entre quartiers ? Comment parviennent-elles, ou pas, à renforcer le sentiment d'appartenance urbain ? L'analyse de nos corpus permet de dessiner un autre portrait sonore de la ville qui dévoile des composantes bien différentes de celles qui sont traditionnellement affichées et représentées. Il permet également

de décrire et comprendre de quelle(s) manière(s) les tensions urbaines sont contournées, notamment à travers la musique ; et dans quelle mesure les expressions artistiques (ou actions) peuvent permettre de porter un regard renouvelé sur la ville : d'une part, sur la société ; d'autre part sur le/les plurilinguisme(s).

Les langues océaniques sont en effet audibles tout autour de nous, tant dans les pratiques langagières quotidiennes, qu'à travers la chanson et la musique, dès lors que l'on veut bien tendre l'oreille. La carte ci-dessous figure le chemin parcouru pour réaliser des captations sonores d'échanges spontanés et de performances musicales dans les rues nouméennes, ainsi que les diverses langues chantées que nous avons entendues tout au long de ces déambulations :

bislama
bahasa
drehu
fidjien
futunien
kwényi
nengone
tahitien
wallisien



Carte de Nouméa (© Collectif *Les langues dans la ville*, 2016)

Carte n° 2 : déambulation linguistique et musicale dans Nouméa (Collectif LLDV, 2016)

Cette carte ne figure qu'une partie des corpus non sollicités enregistrés dans les rues de Nouméa : en rond clair sont indiqués les enregistrements de pratiques langagières spontanées ; en rond foncé, les captations musicales réalisés dans des lieux

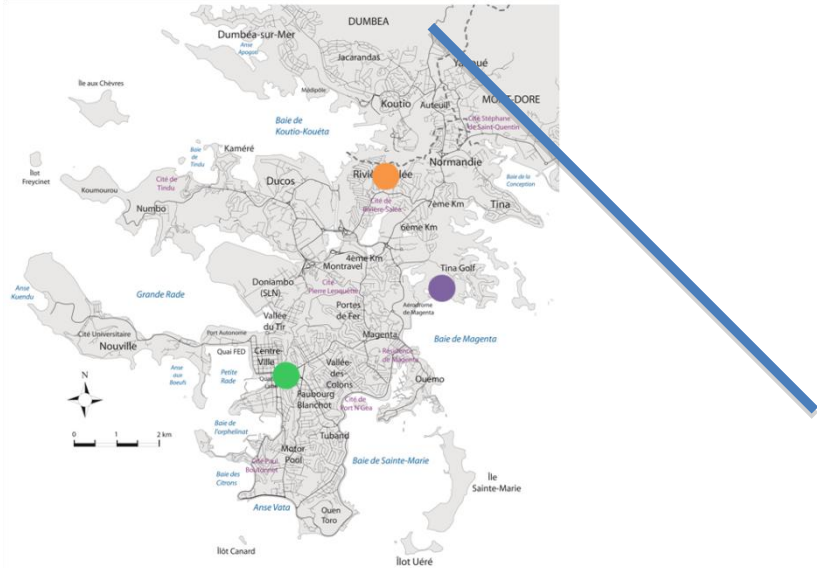
publics (plages, marché, place des cocotiers, rues du centre-ville). Ces échanges et performances musicales, loin d'être occasionnels, accompagnent de nombreux moments de la vie quotidienne : des moments familiaux, sociaux, culturels, religieux, etc.

L'une des focales de notre recherche consiste à interroger les expressions artistiques comme axes de compréhension de la société urbaine, à mettre en relation les pratiques artistiques avec l'ensemble des sphères sociales : en quoi les expressions artistiques permettent-elles d'identifier des modèles d'organisation et d'articulation entre les quartiers ? Quelles sont les actions qui participent et accompagnent cette recomposition ? Comment parviennent-elles à renforcer le sentiment d'appartenance au sein de la ville ? Les expressions artistiques de notre corpus relèvent rarement de demandes institutionnelles : elles sont plutôt l'œuvre d'initiatives individuelles ou collectives, d'artistes souvent militants, qui cherchent à (faire) porter leurs voix sur les voies publiques, à donner de la visibilité à leur art, leurs mots, à faire valoir leur « légitimité », leur droit sur la scène publique et politique.

La politique de rééquilibrage culturel amorcée à partir de 1988 après la signature des accords de Matignon-Oudinot, a conduit à un développement considérable d'infrastructures qui couvrent aujourd'hui la majeure partie du territoire (Pigeau, 2012). Les actions culturelles (et patrimoniales) se voient désormais dotées de moyens techniques, financiers et humains considérables (Geneix-Rabault, 2016), conduisant à « une véritable explosion de l'offre culturelle et artistique » (Pigeau, 2012, p. 255). Un inventaire des principaux festivals et événementiels du pays, publié en 2012 (p. 210), démontre non seulement que la majeure partie de la programmation est centrée sur la musique et la danse ; mais aussi que les identités océaniennes sont au cœur de ces espaces d'expression et de création.

Cependant, cette politique de ré-équilibrage a-t-elle véritablement contribué au ré-équilibrage musico-culturel en milieu urbain ? Si la tension et les clivages sociaux sont palpables à Nouméa, que nous indique la « territorialisation » des politiques culturelles publiques en milieu urbain ?

L'analyse des spectacles musicaux programmés dans les structures culturelles sur Nouméa et le grand Nouméa est particulièrement significative : elle tend à révéler une offre culturelle océanienne proposée plutôt en périphérie de la ville, d'un point de vue institutionnel. Sur cette période, 96% de la programmation musicale faisant la part belle au-x plurilinguisme-s ont été proposés en périphérie des « quartiers » sud de la ville, au-dessus de la ligne sur la carte ci-dessous :



Carte n°3 La programmation musicale, Collectif LLDV, 2016

Toute activité artistique s'inscrit dans un processus social, historique, politique, avec ses contradictions, ses luttes, ses revendications et ses avancées sociales qui, à un moment donné, suscitent de nouvelles conditions de création artistique. Nouméa, berceau du kaneka dans les années 1970, est aujourd'hui, l'espace d'émergence de nouveaux genres artistiques tels que le hip-hop, le slam, le graff, etc. D'autres phénomènes musicaux émanent de la ville. Ils sont situés en-dehors ou en parallèle de ces sentiers institutionnels : audibles sur les places publiques, les plages, dans les bars, les cafés, les restaurants, à la gare maritime, etc. Ils sont proposés par des groupes amateurs ou semi-professionnels très actifs en milieu urbain (et qui sont aussi répartis un peu partout en Nouvelle-Calédonie). Pour certains, le retour aux « sources » musicales s'impose : les musiciens

proposent donc des répertoires principalement en langues océaniques. Des répertoires qu'ils qualifient de « chez eux », en langue-s de « chez nous ». Cette terminologie renvoie à un/des espaces d'origine parfois multisitué-s (qu'ils connaissent ou pas mais qui constitue(nt) un élément d'identification fondamental dans le choix du répertoire musical choisi) et qui peut être plus ou moins éloigné. L'interprétation revisitée de ces répertoires participe à son tour à la relocalisation de ces styles musicaux, sorte de valse de « l'authenticité » et de la légitimité des musiciens résidant en milieu urbain, en « dehors » de cet/ces espace-s d'origine. Ils constituent une culture musicale urbaine à part entière, qui vient combler un vide (en terme de programmation culturelle) laissé par les institutions.

Ces expressions artistiques, nous l'avons dit, sont pour la plupart, audibles et visibles en-dehors des sentiers institutionnels ou institutionnalisés. Ainsi, elles permettent de marquer les espaces urbains de son passage ; d'indiquer son/ses appartenance-s ; de s'affranchir d'un certain nombre d'oppositions et de catégorisations « arbitraires », fabriquées, inventées, reconstituées ; enfin, de s'affranchir des "frontières" entre langues, cultures et genres artistiques... qui loin de fonctionner comme un système étanche et cloisonné, circulent, dialoguent librement et se marient joyeusement. En croisant les sources d'inspiration, les artistes déconstruisent des formes « traditionnelles » de représentation pour re-construire des formes d'identification nouvelles.

Conclusion

Pour une recherche à visée sociale où la sociolinguistique urbaine, la géographie urbaine et sociale, l'anthropologie sociale, l'ethnomusicologie, ... pourraient faire « bon ménage »

Nous espérons avoir présenté quelques-uns des résultats de notre recherche, quelques enjeux des recherches sur l'urbain en Nouvelle-Calédonie (et plus largement en Océanie d'ailleurs) mais aussi les points forts d'une démarche interdisciplinaire pour aborder la complexité des phénomènes urbains et des plurilinguismes :

La cause est entendue : la ville en Nouvelle-Calédonie est à l'évidence un phénomène

socio-spatial et culturel exogène et, pour résumer, colonial, au moins dans sa genèse. Or, ce modèle de la ville coloniale a vécu, sans qu'une esquisse d'une vision alternative n'émerge. Faute d'une vision, même vague ou incomplètement partagée, la gouvernance urbaine se cherche et reste en suspens, avec des objectifs largement indéterminés. (Pestaña et al. 2014 cité dans Pestaña et al., 2016, p. 383)

Si la collaboration entre sociolinguistes et géographes (Bulot et Veschambre, 2006) semble logique au regard du niveau de théorisation de notions centrales (territorialisations, mobilité spatio-linguistique...), le partage et la collaboration scientifiques entre sociolinguistes et ethnomusicologues sont à la fois originaux et porteurs de sens, au regard de la richesse des pratiques artistiques océaniques et de leurs fonctions.

Au terme de trois ans d'enquêtes, d'analyses, de discussions et de valorisation⁴ de cette recherche, nous souhaiterions poursuivre le travail en direction d'une recherche plus explicitement interdisciplinaire et prioritaire « en lien avec des diagnostics territoriaux faits par les collectivités locales et des actions de terrains visant à agir sur les représentations sociolinguistiques » (Bulot, 2008), au travers de séminaires, de directions de travaux universitaires, et, nous l'espérons, de collaborations avec les collectivités de Nouméa et du Grand Nouméa. L'un des enjeux des prochaines années sera sans doute de limiter la fragmentation spatiale et la ségrégation spatiale (Pestana, 2012), de rendre équitable le traitement social des divers plurilinguismes pour ce qu'ils montrent de la pluralité des rapports humains et des représentations du monde (Bulot).

Nous pensons, à l'instar de Marielle Rispaïl, qu'une recherche guidée par une éthique de la construction sociale peut prendre place dans la vie de la cité, dans une approche sociolinguistique (Rispaïl, 2014) et interdisciplinaire en sciences sociales.

4 T. Bulot a largement contribué à développer la réflexion sur la nécessaire valorisation des recherches : « *Il a été à l'origine de nombreux projets innovants de large diffusion des connaissances, notamment la valorisation par le documentaire filmé.* » (Blanchet P. et Ledegen G., 2016 : 7).

Références bibliographiques

Accord de Nouméa. En ligne : <https://www.ac-noumea.nc/IMG/pdf/accordsNoumea.pdf>

BARNECHE S., 2004, *L'identité linguistique et culturelle des jeunes de Nouméa. Une étude des pratiques langagières dans la cité de Riverstar (Rivière-Salée)*, thèse de Doctorat en Sciences du langage, dirigée par C. Caïtucoli et V. Fillol, Université de Rouen.

BLANCHET P. et LEDEGEN, G., 2016, « Hommage à Thierry Bulot », *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, 2/2016, 9-11.

BULOT T., 2008, « Une sociolinguistique prioritaire. Prolégomènes à un développement durable urbain et linguistique », dans *Agir ET penser - Les Rencontres De Bellepierre*, url : <http://www.lrdb.fr> , La Réunion, mis en ligne en mai 2008 / 7 pages au format pdf.

BULOT T., 2007, « Culture urbaine et diversité sociolinguistique : une identité en mouvement entre le local et le global », Zongo B. (dir.) *L'écho de ma langue (enjeux sociaux et culturels de la diversité des langues)*, TamTam59 / Conuence, 31-37.

BULOT T., et VESCHAMBRE V. (dir.), 2006, *Mots, traces et marques. Dimensions spatiale et linguistique de la mémoire urbaine*, Paris, L'Harmattan.

BULOT T., « Langues en ville : une signalisation sociale des territoires », dans *Rouen : reconstruction, langages (Sociolinguistique normande : langues en ville)*, *Études Normandes 1*, Association Études Normandes, Mont Saint Aignan, 41-45.

COLOMBEL C., FILLOL V., GENEIX-RABAULT S., VANDEPUTTE L., 2016, *Les langues dans la ville : pratiques plurilingues et artistiques à Nouméa*. Rapport de Recherche.

COLOMBEL, C., 2012, *Langues kanak, français, langues d'enseignement et de culture en Nouvelle-Calédonie : quelle glottopolitique pour quelle contextualisation sociodidactique ?*, Thèse de doctorat, sous la co-direction de C. SPRINGER et V. FILLOL, Université d'Aix-Marseille.

GENEIX-RABAULT S., 2016, « Musiques kanak en mouvement : contextes, enjeux et institutionnalisation en Nouvelle-Calédonie », *Revue Autrepart*, Paris, IRD.

HAMELIN C., 2000. « Les gens de Nouméa : Mutations et permanences en milieu urbain », En pays Kanak, *Cahier 14*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 339-354.

PESTAÑA, G., 2012, « Nouméa, le fait urbain (Planche 49) », *Atlas de la Nouvelle-Calédonie*, BONVALLOT J., GAY J.-Ch., HABERT É. (dir.) Marseille-Nouméa : IRD-Congrès de la Nouvelle-Calédonie, 215-218.

PESTAÑA, G., HOFFER, O., PANTZ, P.-C., 2016, « Mobilités, dynamiques territoriales et urbaines », *La Nouvelle-Calédonie face à son destin. Quel bilan à la veille de la consultation sur la pleine souveraineté ?*, Bouard S., Sourisseau J.-M., Geronimi V., Blaise S., Ro'i L. (dir.), Paris, Karthala - IAC - GEMDEV, p. 353-389.

PESTAÑA G., CLEMENT V., HOFFER O., PANTZ P.C., 2014, « Les kanak et la ville : présences, expressions, problématiques urbaines », 1^{re} conférence du Pacific Islands Universities Research Network (PIURN), Université de la Nouvelle-Calédonie. 3/7 novembre 2014.

Pratiques langagières urbaines, Ville-Ecole-Intégration Enjeux, n° 130, CNDP, septembre 2002.

PIGEAU C., 2012, « La vie culturelle et artistique », *Atlas de la Nouvelle-Calédonie*, Bonvallot J., Gay J.-Ch., Habert É. (dir.) Marseille-Nouméa : Nouméa, IRD, Congrès de la Nouvelle-Calédonie, 207-210.

RISPAIL, M., 2014, « L'arc en ciel de nos langues à St Etienne - Et à l'école ? », Journée d'études, *Intelligences des villes*, Université de la Nouvelle-Calédonie, 14 mars 2014.